

1 = DIRECTION

4 = BUREAU

ETABLISSEMENTS DANGEREUX,  
INSALUBRES ou INCOMMODES  
de 2e classe

Stockage et Récupération  
de métaux à VIERZON

Pétitionnaire : S. A. La  
Récupération Industrielle du Centre

E.C. n° 4815

A R R Ê T É

autorisant l'exploitation d'un  
établissement classé

LE PREFET DU CHER, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu en dates des 17, 30 juin et 23 juillet 1976, les demandes présentées par la S.A. "La Récupération Industrielle du Centre", rue Garibaldi à VIERZON, en vue d'être autorisée à créer et exploiter à VIERZON, sur la zone industrielle des Forges, un établissement de stockage et récupération de déchets de métaux et alliages,

Vu les plans à l'appui,

Vu la loi du 19 décembre 1917 modifiée, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le décret n° 64-303 du 1er avril 1964,

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des loi et décret sus-visés,

Vu en date du 10 août 1976 l'avis de Monsieur le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Inspecteur des Etablissements Classés, en ce qui concerne le classement de l'établissement considéré,

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé dans la commune de VIERZON, du 2 septembre 1976 inclus au 16 septembre 1976 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 août 1976,

Vu l'avis émis par le Commissaire-enquêteur,

Vu en date du 8 octobre 1976 l'avis de Monsieur l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Vu en date du 25 octobre 1976 l'avis de Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement,

Vu en date du 3 novembre 1976 l'avis de Monsieur le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,

Vu en date du 8 novembre 1976 l'avis de Monsieur le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Inspecteur des Etablissements Classés, au titre de l'inspection du Travail et au titre de l'inspection des Etablissements Classés,

Vu en date du 10 novembre 1976 l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT :

- que l'établissement dont il s'agit doit être rangé dans la 2e classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes,
- qu'aucune observation n'a été présentée au cours de l'enquête de commodo et incommodo sus-visée,

A R R E T E :

Article 1er - La S.A. "La Récupération Industrielle du Centre" rue Garibaldi à VIERZON, est autorisée à exploiter à VIERZON, sur la zone industrielle des Forges, un établissement destiné au stockage et à la récupération des déchets de métaux et alliages.

Article 2 - L'établissement considéré est visé sous les numéros suivants de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes :

- correspondant à une activité de 2e classe

N° 281 - Burinage, cassage, découpage, etc... des métaux et alliages :

1° - Lorsque le travail se fait par choc mécanique.

N° 286 - Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc...

- correspondant à une activité de 3e classe

N° 255.3° - Dépôt de liquides inflammables de la 2e catégorie (5 000 litres de gas-oil en cuve enterrée).

.../...

Article 3 - La présente autorisation est accordée aux conditions suivantes

- 1°) L'établissement sera situé et installé conformément à la demande sus-visée et aux plans y annexés.

Tout projet de modification notable des installations prévues devra faire, avant sa réalisation, l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

- 2°) Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt de copeaux, tournures, pièces, matériels, etc..., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc...

- 3°) Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

- a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;
- b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

AMENAGEMENT du CHANTIER  
et IMPLANTATION de MATERIELS

- 4°) Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Cette clôture sera doublée par un rideau d'arbres à feuilles persistantes.
- 5°) En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.
- 6°) A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.
- 7°) Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

- 8°) Le sol des emplacements spéciaux prévus aux paragraphes 2 et 3 sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

.../...

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc... récupérés.

- 9°) Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

#### PREVENTION des NUISANCES

- 10°) BRUIT - Les opérations bruyantes sont interdites entre 20 heures et 7 heures. En outre, toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit. Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976, relative aux bruits des établissements dangereux, insalubres ou incommodes lui sont applicables. L'inspection des Etablissements classés pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du Code de la Route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 69-380 du 18 avril 1969, relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au Code de la Route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du Code de la Route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

- 11°) POLLUTION des EAUX - Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux paragraphes 2 et 3 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures.

Sa capacité sera au moins de 2 m<sup>3</sup>.

Le contenu de ce bassin sera soit enlevé par une entreprise spécialisée, soit rejeté après déshuilage.

La teneur de l'effluent en hydrocarbures ne devra pas dépasser 30 mg/litre.

Le bassin de rétention sera entretenu de manière à conserver son étanchéité.

.../...

- 12°) Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis, à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), des précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'Inspecteur des Etablissements Classés.

Dans le cas où le traitement subi s'avèrerait insuffisant, l'Inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

- 13°) POLLUTION de l'ATMOSPHERE - Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières en particulier :

- les poussières émises lors du broyage des véhicules automobiles seront captées ;
- les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

- 14°) INCENDIE - La quantité de stériles sera limitée à 300 m3.

Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à 50 m3. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins 15 mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de 8 mètres sera prévue autour de chaque dépôt. Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables. Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres des dépôts prévus aux articles 2 et 3 ainsi que des dépôts de pneumatiques et, en général, de tous dépôts de produits inflammables ou de matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- de broyage des véhicules ;
- prévues aux paragraphes 2 et 3 ;
- réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

- 15°) EXPLOSION - Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque, dans les déchets reçus, il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des Services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne ;
- service des munitions des Armées (terre, air) ;

.../...

- Gendarmerie Nationale ou à tout autre établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre, ainsi que des objets suspects et corps creux, sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

- 16°) RONGEURS - INSECTES - Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés pendant une durée de un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

#### LUTTE CONTRE L'INCENDIE

- 17°) Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant.

En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du Centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

#### DISPOSITIONS GENERALES

- 18°) L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des Etablissements Classés, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée de un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

- 19°) Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état, sur un chantier, plus de 3 mois.

#### - En ce qui concerne le dépôt de gas-oil -

- 20°) Le dépôt de gas-oil devra satisfaire aux prescriptions de l'instruction du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables, annexée au présent arrêté.

.../...

21°) Le matériel électrique commandant les pompes de distribution et l'éclairage électrique pourra être de construction ordinaire, mais devra répondre aux conditions suivantes :

- les génératrices et les moteurs électriques ne devront pas comporter de contacts électriques mobiles ;
- les appareils de coupure ou de protection (interrupteurs, coupe-circuits) seront protégés sous coffrets isolants ;
- les lampes d'éclairage seront fixes ;
- les canalisations électriques seront convenablement isolées (0,6 mégohm par mètre).

22°) L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés.

23°) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Article 3 - Indépendamment de ces prescriptions, l'Administration se réserve le droit d'imposer, ultérieurement, toutes celles que comporterait l'intérêt général.

Article 4 - La Société pétitionnaire sera tenue de se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, et notamment :

- des installations sanitaires réglementaires (vestiaires, lavabos, cabinets d'aisance) seront mises à la disposition du personnel.
- Les installations électriques devront être réalisées en conformité avec les dispositions du décret du 14 novembre 1962 et faire l'objet d'une vérification par un organisme agréé avant leur mise en service.

Article 5 - La présente autorisation ne dispense pas de la demande de permis de construire prévue par l'article L. 421.1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation.

Article 6 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

Article 7 - Un extrait de l'arrêté énumérant les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est tenue à la Mairie à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera publié et affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins du Maire et aux frais du pétitionnaire, dans un journal d'annonces légales du département.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et un exemplaire du journal contenant l'insertion seront adressés à la Préfecture, 1ère Direction - 4e Bureau (Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation).

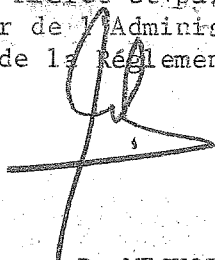
Article 8 - Monsieur le Secrétaire Général du Cher, Monsieur le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Inspecteur des Etablissements Classés, Monsieur le Maire de VIERZON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BOURGES, le 29 décembre 1976

LE PREFET,

Signé : André COLLOT

Pour Ampliation,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de l'Administration Générale  
et de la Réglementation,



R. MICHOT

